

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la

Bi-mensuel N°3

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2521 - Prix : 1 €

*Pcr : Le
changement
dans la
continuité*

Page 3

*Le Pen une
ennemie
déclarée des
travailleurs*

Page 4

*Saint Benoît : la
restauration
collective
aiguisé les
appétits*

Page 6

*La disparition
de Castro : un
dirigeant
nationaliste
conséquent*

Page 8

Fillon dans la course pour servir les riches !



BFMTV.com

Fillon, dans la course pour servir les riches

Fillon a donc été choisi par l'électorat de droite, souvent bon chic bon genre, parfois vieille France, toujours bien-pensant. Il n'y avait, sur le fond, aucune différence avec Juppé, deux candidats qui ont gouverné ensemble par le passé.

Fillon promet maintenant de faire pire que « depuis 30 ans ». Il prend pour modèle Thatcher, cette chef du gouvernement britannique qui, dans les années 1980, mena une guerre hargneuse contre ceux qu'elle appelait « les ennemis de l'intérieur » : les travailleurs et leurs organisations.

Fillon promet, lui aussi, une saignée aux classes populaires. Il dénonce le chômage mais veut supprimer 500 000 emplois de fonctionnaires, c'est-à-dire tailler dans les effectifs des écoles, des hôpitaux, des crèches et des bibliothèques de quartier. Oh, les riches ne seront pas gênés, eux, qui ont leurs domestiques, leurs cliniques privées et qui, comme Fillon, mettent leurs enfants dans des écoles privées huppées ! En revanche, la vie sera plus difficile pour les habitants des villes et des quartiers populaires, et pour ceux des campagnes.

Fillon veut supprimer les 35 heures. Pour fixer la durée du travail, les patrons auraient toute latitude : dans chaque entreprise, ils pourraient faire un chantage aux licenciements pour imposer une hausse, avec 48 heures comme seul plafond, et sans que les salaires suivent.

Fillon veut reporter l'âge de la retraite à 65 ans, dérembourser une grande partie des soins, démanteler le Code du travail. Le député du très chic 7^e arrondissement de Paris veut

faciliter les licenciements et réduire les allocations chômage. Il veut augmenter de 2 % la TVA, l'impôt le plus injuste. Il veut restreindre le regroupement familial des travailleurs étrangers, lui, le soi-disant grand défenseur de la famille. Aux salariés et aux chômeurs, il promet du sang et des larmes.

Mais quand il s'adresse aux riches, le père Fouettard se transforme en Père Noël : suppression de l'impôt sur la fortune, baisse de l'impôt sur le revenu pour les plus riches, baisse de 40 milliards des charges patronales, transfert d'une partie de l'assurance maladie aux assureurs privés. Son amie, c'est la finance !

Ses positions contre l'IVG et le mariage homosexuel sont bénies par tout ce que le pays compte de grenouilles de bénitier.

Fillon a été ministre de Chirac, puis le Premier ministre de Sarkozy de 2007 à 2012. Depuis, c'est la gauche qui a mené une politique de droite : un million de chômeurs en plus, les accords de compétitivité, la loi Macron, la loi El Khomri... Le PS a ainsi préparé le terrain pour une politique encore plus antiouvrière. Après cinq ans au service du patronat, Valls et Hollande sont rejetés par ceux-là même qui les ont élus, mais veulent rempiler pour continuer la même politique.

Le Pen redoute maintenant que ses électeurs aillent vers Fillon, comme ceux de son père avaient voté Sarkozy. En effet, bien malin qui pourrait dire lequel, de Fillon ou de Le Pen, a le programme le plus réactionnaire. Le Pen misera sur le fait que, comme Trump aux États-Unis, elle n'a jamais été

associée au pouvoir. Mais, comme le cas de Trump le montre bien, cela n'empêche pas d'être un serviteur dévoué à la classe capitaliste.

Quand ils étaient au pouvoir, Fillon et ses comparses n'ont pas osé prendre les mesures qu'il propose aujourd'hui, car ils craignaient les réactions des travailleurs et ils n'avaient pas tort. De Gaulle, le modèle de Fillon, dut en rabattre devant la grève générale de mai-juin 1968. Juppé, en 1995, remballa sa réforme de la Sécurité sociale et des retraites. Villepin, en 2006, dut enterrer le CPE, qui visait à précariser encore plus les jeunes.

Aujourd'hui, Fillon espère que l'élection lui donnera les coudées franches contre la classe ouvrière. Mais s'il est élu, elle n'aura aucune raison d'accepter les coups qu'il voudra lui porter. Elle aura encore toutes ses armes pour réagir, avec grèves et manifestations de masse, contre les attaques du grand patronat et du gouvernement.

Puisque les élections en fourniront l'occasion, les travailleurs doivent exprimer leur rejet de toute politique antiouvrière, quel que soit le futur président. Avec la candidature de Nathalie Arthaud, portée par Lutte ouvrière, ils pourront dire qu'ils n'acceptent ni la hausse du temps de travail et du coût de la vie, ni la baisse des salaires, ni l'accroissement de l'exploitation. Face aux politiciens qui veulent gouverner pour le grand patronat et les banquiers, ils devront exprimer un vote conscient, lucide, pour affirmer leurs intérêts de classe et faire entendre le camp des travailleurs.

Programme de la droite : le patronat satisfait

François Fillon, ex-premier ministre de Sarkozy pendant tout son quinquennat, a donc remporté les primaires de la droite en prétendant défendre « un projet de rupture ». En guise de rupture, il s'agit plus concrètement d'un nouveau plan d'attaque de grande ampleur contre la classe ouvrière, dans le droit fil de la politique qu'il avait menée sous Sarkozy.

Qu'on en juge plutôt. Il promet de supprimer 500 000 emplois publics, de porter l'âge de la retraite à 65 ans, d'aligner les régimes particuliers de retraites sur le régime général, de porter la semaine de travail pour les fonctionnaires à 39 heures, de réduire les remboursements de la Sécurité sociale, d'augmenter de 2 % le taux de la TVA... Il espère faire ainsi une économie de 110 milliards dans les dépenses publiques qui seraient ensuite reversés au patronat sous forme de réduction d'impôts sur les sociétés et les cotisations sociales patronales, de suppression de l'ISF, et de différents cadeaux aux classes moyennes supérieures.

Le programme de Fillon a logiquement reçu le soutien appuyé du capitaliste Dechâteauvieux, du président de Région et du sénateur maire de Saint-Pierre. En revanche, il est à noter que la primaire à droite n'a attirée à La Réunion que 25 000 électeurs, signe d'une indifférence, y compris dans son propre camp. Devra s'y ajouter également beaucoup d'hostilité, tant tous les plans que l'on assène aux travailleurs, y compris ceux de l'actuel gouvernement, sont responsables de l'avenir bouché et des conditions de vie dégradées imposés au monde du travail, aux chômeurs et à ceux qui n'ont jamais eu accès à l'emploi.

À droite, la course aux places

Il n'a pas fallu beaucoup de temps de réflexion pour que Nicolas Sarkozy et certains de ses lieutenants annoncent qu'ils voteraient Fillon au second tour de la primaire de la droite. Ainsi, le président de la Région Didier Robert, qui avait abandonné Fillon pour Sarkozy quand celui-ci était bien placé, a renoué en moins de 24 heures avec Fillon. Il a fait comme Rachida Dati, Estrosi, Woerth, ou Ciotti qui se sont dépêchés de se rallier à Fillon car il y a des places à prendre, des positions à négocier dans les ministères ou pour les élections législatives.

Mais, quels que soient les choix du moment, ils ont tous insisté sur le fait qu'ils sauront faire l'unité derrière le vainqueur de ces primaires, unis par le même programme anti ouvrier... et par le même espoir de se partager dans quelques mois les ministères.

Pcr : le changement dans la continuité

Au lendemain du décès de Paul Vergès, les actuels dirigeants du parti ont annoncé la tenue d'un prochain congrès les 28 et 29 janvier 2017. Ce congrès aura pour thème « Un Front Réunionnais, pour une Réunion Nouvelle ».

Ce slogan montre que le PCR post Vergès n'entend pas rompre avec la politique défendue par ce dernier qui parlait lui aussi « d'union des Réunionnais ». Les dirigeants du PCR ne font donc rien d'autre que de marcher dans les pas laissés par leur ancien mentor.

Il n'y a d'ailleurs rien de surprenant à cela puisque les héritiers politiques de Vergès, qu'ils

soient encore dans le parti ou qu'ils appartiennent à de nouvelles formations créées par certains après qu'ils aient quitté le PCR, comme Claude Hoarau, ancien maire de Saint-Louis, la députée (PLR) Huguette Bello, ou encore Eric Fruteau, ancien maire de Saint-André, sont unanimes pour dire qu'il faut « préserver son héritage » et « poursuivre son combat ». Dans ces discours qui visent à montrer une similitude de pensée, l'idée de refonder le PCR avec les ex est venue en débat, avec plus ou moins d'enthousiasme.

En fait, les choix des uns et des autres ne sont pas aujourd'hui similaires. Ainsi, Claude Hoarau qui après avoir été exclu du PCR et avoir créé un nouveau parti, l'APR (Action populaire pour La Réunion), ne souhaite pas une refondation à n'importe quel prix et porte ses critiques sur tous les dirigeants actuels du parti qu'il a accusés d'avoir favorisé l'éclatement dans le but « d'assouvir des intérêts personnels ». Quant à Ivan Dejean et Maurice Gironcel, les co-secrétaires du PCR, ils ne veulent pas entendre parler d'une « union de la gauche », qui semble plaire à Claude Hoarau, et lui opposent « l'union des Réunionnais ».

Avec une politique qui s'adresserait à tout un peuple, ils considèrent sans doute qu'ils ont une hauteur de vue bien au-dessus des clivages des partis, alors qu'avec leur « vision pour La Réunion » ils sont sur la même longueur d'onde que les autres partis, y compris de droite, qui ne proposent rien d'autre qu'une politique en faveur du patronat.

Le PCR de Vergès n'offrait pas de perspectives aux travailleurs sinon de se mettre à la remorque de leurs exploiters en espérant en retour des petits gestes de leur part. Le PCR de 2017 suit le même chemin.

Échanges économiques locaux : sous le contrôle de qui ?

Paul Vergès décédé, c'est sa suppléante Gélita Hoarau qui lui a succédé au Sénat. À l'occasion d'un débat sur la coopération des « quatre anciennes colonies » françaises avec leur environnement régional, elle a défendu le point de vue du martiniquais Letchimy qui prônait une plus grande liberté d'action pour les DOM de développer librement leurs relations commerciales avec les pays de leurs zones.

Elle a ainsi déclaré « La Réunion pourra acheter des produits

alimentaires provenant de son environnement (à moins de 3 heures de vol), et non de Paris (à 12 h de vol). Cela va contribuer à faire baisser le coût de la vie. Tout en améliorant le bilan carbone. »

Privilégier la zone géographique la plus proche pour se fournir en marchandises utiles à la population, cela relève du bon sens et va sans aucun doute à l'encontre des intérêts de certains groupes français ou européens réalisant leurs profits dans l'import-export. Mais s'imaginer que pour les

marchandises de plus grande proximité les prix vont d'emblée baisser pour les consommateurs de La Réunion, c'est une autre affaire. Tant que le commerce sera contrôlé par les capitalistes, de La Réunion ou d'ailleurs, ce sont ces derniers qui imposeront leurs prix. Ce n'est qu'à la condition que les travailleurs exercent un contrôle sur les comptes, ou mieux encore qu'ils gèrent eux-mêmes l'économie, que l'on pourra espérer un prix juste, c'est-à-dire sans la partie souvent importante qui correspond au profit privé.

Le Pen une ennemie déclarée des travailleurs

Marine Le Pen est venue à La Réunion et à Mayotte pour une visite de trois jours.

Ayant atterri dimanche 27 novembre à l'aéroport de Saint-Denis, en « misouk », elle s'est dérobée par une porte latérale pour ne pas se retrouver face à des manifestants venus la contester. En revanche, dès qu'elle s'est exprimée elle a égrené son programme clairement pro-patronal imprégné de relents racistes et xénophobes.

Le Pen veut soi-disant apporter « un message différent » des Républicains et du PS. Mais ses déclarations, imprégnées d'une haine tenace envers les étrangers, suivent le même sillon que celui emprunté par la droite et par le gouvernement de gauche dès lors qu'il s'agit de défendre les intérêts de la classe des riches, dont sa famille fait partie. « *J'apprécie, a-t-elle dit, de discuter avec les chefs d'entreprises, des gens qui se battent contre la corruption, qui défendent les artisans, qui défendent les plus abandonnés.* » Décidément, elle ne vit pas dans le monde des travailleurs pour énoncer de tels mensonges.

Sous prétexte de relancer l'emploi, la représentante de

l'extrême droite n'innove pas non plus quand elle propose de créer des Zones Ultramarines Françaises à Investissements Prioritaires qui seraient des sortes de zones franches censées donner aux entreprises plus de « *compétitivité.* » Ces mesures qui consistent à accorder aux capitalistes de nombreuses exonérations sociales, subventions ou autres avantages fiscaux, figurent également dans les programmes des candidats de droite et de gauche qui se bousculent pour servir la cause patronale.

Comme à l'accoutumée, Le Pen s'est vautrée avec délectation sur ses terreaux de prédilection que sont l'immigration et le communautarisme qui feraient, selon elle, des ravages en France, à La Réunion et à Mayotte. Pour contrecarrer une immigration « *massive* » en provenance des Comores qui aurait, dit-elle « *des conséquences dramatiques sur nos systèmes sociaux, sur la sécurité, sur l'engorgement des services de santé et sur l'emploi* », Le Pen propose « *l'expulsion immédiate* » des étrangers, une « *tolérance zéro en matière d'immigration clandestine* » et bien d'autres mesures toutes aussi coercitives que nauséabondes,

destinées à bernier les travailleurs et les plus pauvres en désignant les étrangers comme les responsables de leurs malheurs. À propos de Mayotte, elle cache volontairement que durant des siècles la circulation des populations était libre entre les îles de l'archipel, ce qui n'est plus le cas depuis l'instauration des visas Balladur en 1995.

Si les caisses de l'État se vident, si la santé des classes populaires se dégrade, si le chômage gangrène le monde du travail, ce n'est pas à cause des immigrés, souvent pauvres parmi les pauvres. C'est au contraire la conséquence d'une politique qui appauvrit les travailleurs, les retraités, les chômeurs pour remplir les poches déjà bien pleines des capitalistes. Ce sont eux les véritables responsables du chômage et de la misère, pas les travailleurs qui en sont victimes et encore moins les pauvres hères qui fuient leur pays en risquant leur vie pour espérer trouver un mieux vivre ailleurs.

Le Pen sait tout cela. Mais comme beaucoup d'autres politiciens avides de pouvoir et à plat ventre devant la bourgeoisie elle a choisi le camp des exploités, le camp des riches, ce camp qui lui sied si bien.

Thien Ah Koon et Patel, toute honte bue !

Fil Rouge

La gendarmerie protège Le Pen

À l'arrivée de la candidate du Front national a Gillot il n'y avait pas de comité d'accueil fourni, mais plusieurs dizaines de gendarmes sur place filtrant les entrées et confisquant les pancartes des manifestants de gauche venus dire à la candidate d'extrême droite qu'elle n'était pas la bienvenue. Les partisans du Front national ont pu, eux, brandir les leurs en toute tranquillité.

On a ainsi une idée de cet ordre, protecteur à son seul égard, dont rêve le FN alors même qu'il ne gouverne pas.

La gauche ouvre la voie à la droite

L'élection de Trump a ravivé en France la crainte d'une victoire de Le Pen à l'élection présidentielle, une crainte que les dirigeants des partis de gauche utilisent pour tenter de regrouper autour d'eux. Mais si Hollande et le PS, bien plus encore que les démocrates aux USA, sont complètement discrédités, c'est à cause de la politique qu'ils mènent. Pour éviter de discuter de leurs responsabilités dans l'appauvrissement des classes populaires et pour tenter de refaire l'unité de la gauche derrière eux, ils brandissent l'épouvantail de l'extrême droite et d'un effet Trump à la française. Quant à Valls, il retient de l'élection de Trump « *le besoin de frontières, de réguler l'immigration, de combattre le terrorisme* ». Contre la montée des idées réactionnaires, Valls propose de les reprendre à son compte,

Lors de sa venue, Marine Le Pen a rencontré des entrepreneurs bien sûr mais également des élus. Les seuls élus à avoir accepté de la recevoir ont été Ibrahim Patel, fraîchement réinstallé dans son fauteuil de président de la CCIR Réunion, qui a trouvé l'échange avec Le Pen « *constructif* » sur des sujets qui concernent le patronat comme l'octroi de mer, le chômage ou le RSI et André Thien-Ah-Koon le maire de droite du Tampon.

Ce dernier connu pour son anticommunisme et qui avait fait

agresser par le passé des militantes de l'Union des Femmes Réunionnaises, association féminine proche du PCR, avait trouvé place puis été élu, aux régionales de 2010 sur la liste conduite par feu Paul Vergès leader du PCR.

Ainsi repêché et remis en selle, il a recouvré en 2014 son fauteuil de maire. Quant à ses idées politiques qui ont toujours été les siennes, il les affiche complaisamment maintenant aux côtés de Le Pen.

Finalement, qui se ressemble s'assemble.



Thien Ah Koon et Elie Hoareau (PCR) siégeant côte à côte à la Région (ipreunion.com)

Le Pen : aussi soumise au capital que Trump

Marine Le Pen a été une des premières à féliciter Trump pour son élection : « *Une victoire du peuple sur l'élite* », a-t-elle déclaré. Ce discours prétendument antisystème sert à masquer les responsabilités de ceux qui dirigent aujourd'hui le monde, au premier rang desquels la bourgeoisie. Eh bien, il faut constater que ni Wall Street ni les banques ni les grosses fortunes, dont Trump fait partie, n'ont tremblé après son élection.

Le Pen se réjouit évidemment de l'élection du milliardaire démagogue, raciste et réactionnaire, voyant là un signe prometteur pour ses propres ambitions. Elle pense pouvoir profiter de la victoire électorale de Trump, avant que tous ceux qui ont été trompés par sa démagogie voient qu'il gouvernera uniquement en fonction de l'intérêt des capitalistes. Le Pen espère également que les mêmes discours racistes et les mêmes mensonges, lui apporteront le succès. Tous deux affichent une politique dont le résultat sera de rendre encore plus dure la vie des travailleurs immigrés, mais aussi de tous les autres.

La santé du capital avant celle de la population ? Ça ne va pas la tête ?

Les mois d'octobre et novembre de cette année ont été marqués par plusieurs manifestations et grèves du personnel hospitalier forcé d'enchaîner, faute d'effectifs suffisants, les semaines de travail sans congés ni récupération. La revendication principale était donc des embauches supplémentaires pour pouvoir souffler et soigner les malades dans de bonnes conditions.

La ministre de la Santé de passage à La Réunion a été

interpellée par les grévistes de l'hôpital de Saint-Paul. Elle a préféré se défausser sur sa collègue de la Fonction publique et repartir d'où elle était venue en laissant les grévistes sans réponses à leurs demandes.

C'est le directeur du CHU qui s'en est chargé par la suite en annonçant aux syndicats des personnels hospitaliers... la suppression de 200 postes d'ici à 2018 au prétexte que le CHU

cumulerait un déficit de 26 millions d'euros.

Quand il s'agit d'aller bombardier l'Irak, la Syrie ou la Lybie, le gouvernement ne se soucie pas de creuser le déficit de l'État, alors que l'humanité se passerait sans problème de ce genre de dépenses. La santé publique est faite pour réparer et non pour détruire. L'État doit donc augmenter ses dotations aux hôpitaux au lieu de les diminuer comme il le fait depuis des années.

La loi travail : rien que du pro patronal



Plusieurs décrets découlant de la loi Travail, votée en août dernier, sont parus au Journal officiel. Ces textes d'application concernent, d'une part les congés autres que les congés payés, d'autre part les nouvelles règles sur la durée du travail, applicables au 1er janvier 2017.

Sans surprise, ces textes réécrivent le Code du travail dans un sens profondément rétrograde. Dorénavant, il y a primauté de l'accord d'entreprise sur les accords de branche, pour tout ce qui concerne la durée du travail. Une grande partie des garanties existantes est balayée. En particulier, il sera possible de passer à une moyenne hebdomadaire de 46 heures sur douze semaines, au lieu de 44 heures actuellement. Autre exemple : dans une entreprise la majoration des heures supplémentaires pourra être abaissée à 10 %, même si l'accord de branche précise qu'elles donnent droit à 25 % de majoration.

La loi El Khomri va encore générer des dizaines de textes

d'application, 120 au total. La réforme des licenciements économiques doit entrer en vigueur au 1er décembre. Les décrets sur le référendum d'entreprise et sur le compte personnel d'activité (CPA) sont attendus prochainement.

Il existait déjà toute une série de tours de passe-passe permettant aux patrons d'imposer des jours ou des semaines de travail à rallonge, ou de ne pas payer les heures supplémentaires. Mais cette loi Travail imposée par Hollande et le gouvernement socialiste, malgré toutes les manifestations, malgré le rejet exprimé du monde du travail, est une pierre de plus à leur politique de soutien au patronat.

Travailleurs handicapés : le gouvernement détourne les fonds

Depuis 2011, le chômage des personnes handicapées a augmenté de 65 %. Non seulement le gouvernement se garde d'obliger le patronat à respecter ses obligations d'embauches vis-à-vis des handicapés, mais il pioche allégrement dans les fonds destinés à les aider à trouver un emploi.

Nicolas Sarkozy avait déjà prélevé 50 millions dans les caisses

de l'association qui gère les sommes versées par les entreprises ne voulant pas respecter le minimum légal de 6 % de handicapés dans leurs effectifs. François Hollande, lui, y a puisé 174 millions d'euros. Ce sont donc autant d'aides ponctuelles distribuées par ces associations qui ne pourront pas être accordées aux handicapés.

Le gouvernement maintient à un niveau dérisoire l'allocation adulte handicapé. Elle se monte aujourd'hui à 808 euros par mois et n'a été revalorisée que de 30 euros pendant tout le quinquennat, la dernière hausse datant du mois d'avril se montait à 80 centimes. Scandaleux, véritablement scandaleux !

Procès contre des manifestants : la vengeance du Medef

Mardi 9 novembre, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant le palais de Justice de Paris pour protester contre l'arrestation de six personnes (cinq hommes et une femme) poursuivies par le Medef pour une prétendue dégradation en réunion lors de l'occupation de son siège, le 7 juin dernier. Ils sont accusés sans aucune preuve d'avoir abîmé un rideau de fer. Des photos

leur ont été présentées, montrant simplement leur présence sur les lieux.

Au rassemblement de soutien, étaient présents des représentants de la Compagnie Jolie Môme, de la CGT du spectacle, du Parti de gauche, de Lutte ouvrière (dont Arlette Laguiller) et de la CNT. Selon un militant de SUD, son syndicat a recensé dans le pays

plusieurs centaines de procès en cours pour des participations à des actions syndicales dans les entreprises ou à des manifestations. La mobilisation contre la loi Travail est terminée mais le patronat et le gouvernement n'ont rien oublié et font preuve d'un esprit revanchard.

Les victimes de cet acharnement doivent avoir la solidarité de tous les travailleurs.

DANS LES ENTREPRISES

Patel agit en patron qu'il est

À peine réélu à la tête de la CCIR le président Ibrahim Patel, également conseiller régional dans la majorité de droite de Didier Robert, a déclaré à la presse qu'il n'excluait pas un plan social, autrement dit des licenciements au sein de la chambre consulaire pour faire face à la baisse des recettes, notamment de la dotation de l'État de 3,8 millions

d'euros sur plusieurs années dont 540 000 euros pour 2017.

Patel a aussi annoncé qu'avec sa nouvelle équipe il allait réaliser des économies en ne renouvelant pas une partie des CDD et des emplois d'avenir qui sont au nombre de 80 sur un effectif de 350. Ce sont donc les salariés qui vont servir une fois de plus de variable d'ajustement dans la

politique de restriction budgétaire de la CCIR.

Patel, patron de son état, s'attaque aux travailleurs pour préserver ses intérêts et ceux des patrons qu'il représente. À ce titre, il mériterait une réplique cinglante de la part des travailleurs de cette institution, un bèzeman dan la kour Patel !

Sainte-Suzanne : le foyer de l'enfance en grève



Jeudi 24 et vendredi 25 novembre, plusieurs dizaines de salariés du foyer départemental de l'enfance de Sainte-Suzanne ont cessé le travail. Ces travailleurs s'occupent toute l'année de jeunes de 4 à 18 ans en grandes difficultés, placés sur ordre d'un juge.

Les grévistes se sont mobilisés pour répondre à l'appel de leurs fédérations syndicales contre le plan d'austérité du gouvernement, la restructuration et le démantèlement des établissements de santé, mais aussi contre la gestion autoritaire de leurs direction d'établissement et le

manque de moyens dont il pâtissent pour travailler, à commencer par une insuffisance des effectifs.

Tenus d'assurer un service 24 heures sur 24 et 365 jours par an, ils sont aujourd'hui obligés d'enchaîner les journées sans pouvoir prendre tous les repos auxquels ils ont droit. Ils dénoncent aussi l'absence de formation, de matériels éducatifs qu'ils sont parfois obligés d'acheter avec leurs propres deniers...

Voilà un secteur où l'argent public manque cruellement. Pour y remédier il suffirait de fermer le robinet des subventions aux capitalistes pour l'ouvrir à ce genre de structure, mais aussi aux hôpitaux, aux maisons pour personnes âgées, etc.

Saint-Benoît : la restauration collective aigüise les appétits des capitalistes

Le conseil municipal de Saint-Benoît a voté l'attribution, à partir du 1^{er} décembre, du marché de restauration scolaire à Dupont Restauration, cinquième groupe français. Cette décision que le maire qualifie de « *petit exploit* » a été prise dans l'urgence car l'entreprise Sogeccir qui assurait cette prestation jusqu'alors aurait décidé tout simplement de plier bagage.

Depuis quelques temps déjà le torchon brûlait entre cette entreprise implantée dans la zone de Bras-Fusil à Saint-Benoît et la municipalité avec qui elle avait passé un contrat de

délégation de service public (DSP), maintes fois renouvelé depuis 17 ans. Un jugement du tribunal administratif de Saint-Denis qui fait suite à une plainte portée en octobre 2015 par un concurrent malheureux, Sarl Régal des Îles, a obligé la mairie de Saint-Benoît à requalifier dans un premier temps la DSP en contrat de marché public, puis à le résilier.

La Sogeccir employait 120 salariés. À ce jour, seuls 63 d'entre eux ont été repris par Dupont Restauration. L'avenir des autres travailleurs, affectés principalement à la restauration de l'hôpital GHER,

est toujours incertain et ces derniers ne savent pas s'ils vont garder leur emploi.

Pour ce nouveau marché de convention provisoire avec Dupont Restauration, la mairie de Saint-Benoît a dû déboursier une centaine de milliers d'euros, selon le maire Jean-Claude Fruteau. Mais la municipalité demandera-t-elle des comptes à la Sogeccir, filiale du groupe français Elior dont elle a contribué à gaver les actionnaires avec l'argent public ?

Nettoyage : les méthodes brutales de Derichebourg

Fin octobre, la vingtaine de travailleuses de la société SDHP de Bras-Panon travaillant dans le nettoyage se voyaient convoquées par le mandataire financier désigné par le Tribunal de Commerce de Saint-Denis pour leur annoncer leur licenciement. Leur patron ayant laissé une ardoise de plusieurs dizaines de milliers d'euros de dettes sociales, fiscales et à ses fournisseurs, avait vu son entreprise mise en liquidation.

Quelques jours après, changement de cap, les ouvrières apprenaient que le marché du nettoyage des sites EPSMR sur lesquels elles travaillaient, pour certaines depuis vingt ans, avait été attribué à une nouvelle entreprise, Derichebourg.

Derichebourg n'est pas très connu à La Réunion sinon dans le

sud de l'île où il a récupéré une partie du marché du ramassage des ordures ménagères et dans l'ouest le nettoyage d'un hôpital. Mais Derichebourg n'est pas une TPE, c'est une société faisant travailler 33 000 travailleurs dans le monde, réalisant un chiffre d'affaire de 2,356 milliards d'euros et distribuant 28 millions de bénéfices à ses actionnaires en 2015.

Pour réaliser de telles performances financières, les travailleurs de Derichebourg doivent trimmer dur. Plusieurs grèves ont d'ailleurs éclaté ces dernières années en métropole pour s'opposer à la gestion agressive de cette entreprise. Avec les salariées de la SDHP, Derichebourg a tout de suite agi brutalement. Son responsable d'activité a été dépêché auprès de chaque salariée pour leur mettre la

pression : chantage à l'emploi en forçant les salariées à signer des CDD (jusqu'au 27 février 2017 !) en lieu et place de CDI, refus de nouvelles embauches avec report de la charge de travail sur celles qui restent, lettres de convocation en vue d'un licenciement avec mises à pied conservatoire, etc.

Certaines salariées menacées d'être privées de leur gagne-pain ont signé ces nouveaux contrats sous la contrainte. Mais un groupe a décidé de résister et de défendre les emplois et les contrats de travail dont elles avaient hérité de leur ancienne entreprise. Des réunions ont été organisées, des lettres de protestations ont été envoyées au patron avec l'aide de la CGTR.

Le combat ne fait que commencer.

Grève à Croisières et Découvertes

Au 22 novembre, la grève des marins et capitaines de la société Croisières et Découvertes se poursuivait au port de Saint-Gilles. Commencée le 15 septembre, elle vise à obtenir une augmentation des salaires pour obliger leur patron à se conformer à ceux pratiqués en France. Dans cette entreprise, les salariés sont en effet payés bien en-dessous de ce qui doit se

pratiquer. Un marin subit à La Réunion une perte mensuelle de 4 à 500 euros et un capitaine de 900 euros.

Lors des négociations le patron a déclaré aux grévistes qu'il était dans l'incapacité de satisfaire les revendications salariales pour cause d'insuffisance de rentrées financières et que, s'il accédait à leur demande, il serait obligé de fermer boutique.

On se demande alors comment il s'est débrouillé pour trouver, en plein conflit avec ses salariés, l'argent nécessaire à l'achat de cinq nouveaux jets-ski à 10 000 € pièce alors que l'augmentation réclamée par les salariés l'aurait obligé à ne déboursier que 20 000 € de plus par an ?

Ce patron rêve de mener les salariés en bateau.

Sucrerie Tereos – Arras (Hauts de France) : une course au profit criminelle

Un accident survenu lundi 14 novembre dans le Nord de la France entre un car scolaire et un camion betteravier a provoqué le décès de la conductrice du car.

La thèse de l'endormissement du chauffeur du camion semble prévaloir. Ce n'est malheureusement pas étonnant vu les conditions dans lesquelles se déroulent les campagnes betteravières. L'usine est alimentée en betteraves pendant plus de trois mois par une noria de plusieurs centaines de camions par jour. Que de tels engins puissent légalement circuler, 24 heures sur 24, sur n'importe quelle route pose problème.

L'usine appartient à Tereos, premier groupe sucrier français avec 12 000 agriculteurs et 24 000 salariés dans le monde, aussi bien à La Réunion, qu'au Mozambique, au Brésil ou en Chine. Les contrats entre Tereos, les agriculteurs betteraviers et les transporteurs sont très souvent des contrats à la tonne produite et transportée. Les retards de livraison peuvent être sujets à amendes. Ainsi, celui qui fixe la cadence de tous est



le groupe Tereos lui-même.

Un facteur aggravant a été la fermeture d'autres usines sucrières dans la région des Hauts-de-France. Sur les douze raffineries de betteraves que possédait Tereos dans la région il y a dix ans, trois ont été fermées, surchargeant celles qui

restent, augmentant ainsi le trafic et accélérant la dégradation des routes.

Produire toujours plus, faire toujours plus de profits, c'est ce qui compte pour Tereos, même si cela se fait au détriment de la sécurité.

DANS L'OCÉAN INDIEN

Madagascar : la population du Grand Sud face à la sécheresse

Dans les régions du Grand Sud de l'île, la population est menacée de famine à cause du manque de pluie. Bientôt va commencer la période dite de soudure durant laquelle les habitants de ces régions sèches et défavorisées n'auront pratiquement rien à manger. Le peu qu'il leur reste de l'ancienne récolte agricole tire à sa fin et il leur faudra attendre l'hypothétique arrivée des pluies pour espérer planter puis peut-être récolter.

Malgré tous les efforts et toute l'imagination possibles des

populations locales, environ un million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire qualifiée d'alarmante, dont près de la moitié en situation d'urgence.

Toutes les régions du pays ne sont pas sinistrées de façon aussi catastrophique, mais les gouvernements qui se sont succédé ont cédé (et continuent à le faire) des terres meilleures à des multinationales ou à des particuliers aisés proches du pouvoir.

La misère et le sous-développement ne sont pas une

fatalité et le climat n'est pas le seul responsable de la situation dramatique actuelle. Celle-ci résulte en premier lieu de la domination capitaliste sur la planète. Les classes dominantes malgaches et l'appareil d'État corrompu sont incapables de mettre en place une orientation politique et économique allant dans le sens de satisfaire les besoins élémentaires de la population.

Francophonie : danse sur la misère



de pousser et les charretiers interdits de circulation « pour ne pas créer d'embouteillages » sans aucune sorte de compensation, et les forces de police ont été massivement mobilisées pour réprimer toute manifestation.

Pendant ce temps, le projet d'installation du pipeline de 100 km permettant d'approvisionner en eau la région du Sud ne commencera qu'en 2017 alors que la sécheresse a réduit près d'un million et demi de personnes à l'état d'insécurité alimentaire absolue et que 7 personnes sur 10 n'ont pas accès à l'eau potable.

Les richesses de l'île sont disputées par des multinationales prédatrices. Sous couvert de francophonie, l'impérialisme français veut rester sur les rangs pour le dépeçage et le pillage, avec l'aide des dirigeants corrompus. Le sort de la population n'est pas dans leur préoccupation.

Le XVI^e sommet de la Francophonie s'est tenu les 26 et 27 novembre à Antananarivo à Madagascar. Pour ce sommet, l'aéroport et son tarmac ont été agrandis, une nouvelle route a été construite pour desservir le centre de conférence ainsi qu'une salle plénière

afin d'accueillir les participants. Des familles expropriées par ces travaux ne sont pas près d'être indemnisées. Durant les nuits qui ont précédé le sommet, des camions bennes ont transporté des familles de sans-abris loin des regards. Pendant le sommet, les écoles ont été fermées, les tireurs

DANS LE MONDE

Guadeloupe : grèves et manifestations de colère

En Guadeloupe, les travailleurs de Pôle emploi ont été en grève. Lors de la reprise, une minorité d'employés a refusé de lâcher prise. Ils ont profité du passage de la ministre du Travail, Myriam El Khomri, pour perturber sa visite. À force de ténacité ils sont parvenus à obtenir l'embauche de six CDD en CDI sur deux ans, le non-retrait des jours de grève sur la paye de novembre, autant de petits succès face à une direction qui ne voulait rien lâcher.

Vingt-et-un travailleurs de la CASBT (communauté d'agglomération du sud-Basse-Terre) se sont aussi mis en grève. Transférés avant la fermeture de la Générale des eaux-Veolia à la CASBT dans le secteur de l'adduction d'eau potable, ils ont perdu 22 % de leur salaire précédent, ce qui est la raison de la colère.

Après la mobilisation nationale des travailleurs hospitaliers du 8 novembre, suivie

aussi en Guadeloupe, les contractuels du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes ont débrayé pour exiger leur titularisation. Ils ont organisé plusieurs rassemblements devant le CHU et sont passés dans les services pour informer les collègues. À une centaine, ils sont allés protester dans le bureau du directeur. Le 15 novembre ils étaient encore en grève.

En Guadeloupe, comme ailleurs, les raisons ne manquent pas pour se mobiliser...

États-Unis : Les résultats de l'extrême gauche

Des candidats d'extrême gauche se réclamant de la classe ouvrière étaient présents dans certains secteurs, lors des élections américaines du 8 novembre. Bien qu'ils soient évidemment très minoritaires à l'échelle des États-Unis, leurs résultats valent d'être cités.

Le Working Class Party

Dans le Michigan, État industriel du Nord, dont la plus grande ville est la capitale de l'automobile, Detroit, le Working Class Party (Parti de la classe ouvrière) se présentait pour la première fois. Il était soutenu notamment par les militants du groupe trotskyste The Spark. Pour que le Working Class Party soit officiellement enregistré comme parti, ses militants avaient

recueilli quelque 50 000 signatures dans une campagne de pétitions.

Mary Anne Hering, enseignante retraitée, était candidate au Conseil de l'éducation du Michigan. Elle a obtenu 224 122 voix, soit 2,66 % dans le vote à l'échelle de l'État.

Sam Johnson, ouvrier retraité de Chrysler, et Gary Walkowicz, ouvrier de Ford, étaient candidats à la Chambre des représentants, l'équivalent de la Chambre des députés. Sam Johnson obtient 8 778 voix (3,43 %) et Gary Walkowicz 9 183 voix (2,8 %).

Il n'y a aux États-Unis ni profession de foi envoyée aux électeurs, ni temps de parole réservé dans les médias audiovisuels. C'est donc grâce à une campagne militante que le Working Class Party a obtenu ces résultats encourageants.

Par ailleurs, dans l'État du Maryland, David Harding se présentait aux élections municipales dans un district de Baltimore, sur les mêmes bases politiques que le Working Class Party. Il a obtenu 1 288 voix (8 %), seul en lice contre une démocrate qui obtient 92 %.

Le Socialist Workers Party et Workers World

Dans certains États, deux groupes d'extrême gauche présentaient un « ticket » de candidats à la présidence et à la vice-présidence des États-Unis : Alyson Kennedy et Osborne Hart pour le SWP (Parti socialiste des travailleurs), dans sept États ; Monica Moorehead et Lamont Lilly pour Workers World (Monde ouvrier), dans trois États. Ils ont obtenu au total plusieurs milliers de voix.

La disparition de Castro : un dirigeant nationaliste conséquent

La mort de Castro a provoqué un déferlement de commentaires. Il y a eu d'un côté les invectives de Trump et de la droite réactionnaire américaine pour qui l'existence même du régime cubain est une provocation. Et il y a eu les hommages hypocrites de dirigeants comme Hollande ou Tsipras qui, en se payant de quelques mots, ont essayé de récupérer une partie de l'estime dont jouit Castro auprès de toute une partie de la population de la planète. Car pour beaucoup de pauvres et de travailleurs d'Amérique Latine ou d'Afrique, Castro symbolise la résistance à l'impérialisme américain et à tous les maux qui l'accompagnent.

Dans les années cinquante, Cuba était entre les mains du dictateur Batista et pillée par son protecteur, l'impérialisme américain. La capitale, La Havane, était devenue le « plus grand bordel des USA » entre les mains de la mafia de Miami. Tout cela sur fond d'une misère profonde dans les villes et les campagnes. C'est contre ce régime haï, même par une partie des classes moyennes, qu'un certain nombre d'organisations et d'intellectuels se levèrent à l'époque. Castro était l'un d'eux, un nationaliste, révolté à juste titre par ce que Batista faisait de son pays. Pour combattre Batista et pour trouver la voie à un

développement plus digne du pays, objectif que s'était fixé Castro, il choisit dès 1953 non pas de se lier aux combats de la classe ouvrière cubaine comme l'aurait fait un communiste, mais la guérilla.

Après que Batista se soit enfui et que les troupes de Castro se soient emparé du pouvoir en 1959, le nouveau régime ne chercha pas à rompre avec les États-Unis. Ce furent en fait les États-Unis qui refusèrent de reconnaître le régime de Fidel Castro qu'ils estimaient trop incontrôlable. Quand ce dernier mit en place une réforme agraire qui en elle-même n'avait rien de bien révolutionnaire, il y eut une levée de boucliers de la part des États-Unis et de tout ce que Cuba comptait de réactionnaires. Mais Castro ne plia pas devant ces derniers, comme il ne plia pas lorsque les USA mirent en place un embargo, c'est-à-dire l'interdiction de toute exportation et importation avec les États-Unis et leurs alliés. C'est alors que Castro se tourna vers l'URSS, ce qui permit à Cuba de tenir.

Le régime cubain est une dictature, c'est vrai. Mais il eut à cœur de promouvoir l'alphabétisation et un système de soins gratuits tel qu'on n'en trouve nulle part ailleurs dans la région et sur le continent sud-américain. Le

régime a aussi débarrassé l'île de la misère et de la violence qui sous Batista s'exerçait contre les pauvres. C'est à cela que le régime castriste a dû son soutien de la part de la population pauvre de Cuba, et même d'ailleurs.

Quoi qu'ils aient pu dire, les USA n'ont pas reproché à Castro sa dictature, ils en ont soutenu bien d'autres, mais de leur avoir tenu tête depuis plus de cinquante ans maintenant, en ayant fait la preuve que le régime offrait à la population une vie pas toujours facile, mais plus digne. Face aux attaques de l'impérialisme, on ne peut qu'être solidaire de ceux qui essayent, tant bien que mal, même avec de faibles moyens, d'échapper à la mainmise des grandes puissances.

Le régime de Castro n'a rien de commun avec le communisme : Castro lui-même ne s'est découvert « communiste » qu'après son accession au pouvoir et son rapprochement imposé par les circonstances avec l'URSS. La disparition de l'URSS et les difficultés actuelles de Cuba, montrent, en négatif, qu'il n'y a pas de solution viable pour les peuples en dehors du renversement de l'impérialisme, ce que seule peut accomplir la classe ouvrière du monde entier par la voie révolutionnaire.

Chili : la lutte contre le système de retraite privé

Depuis plusieurs mois, les travailleurs chiliens sont en lutte contre l'actuel système de retraite par capitalisation, les AFP (Administration des fonds de pension). En juillet dernier, ils étaient 700 000 dans la rue, plus d'un million en août, 600 000 en octobre et ils sont à nouveau descendus massivement dans la rue le 4 novembre. La manifestation a été appuyée par des appels à la grève.

Ces manifestations ont d'abord été des défilés auxquels participaient des familles populaires, révoltées après la divulgation du montant exorbitant de la retraite de l'ex-femme du président de la Chambre des députés qui, après dix ans de

travail dans l'administration pénitentiaire, allait recevoir une retraite d'environ 7 000 euros, alors que les pensions sont en moyenne de 260 euros.

Au Chili, sauf pour les forces de répression, gardiens de prison, armée et police, que l'État prend en charge directement, les retraites se font par le biais d'une assurance privée obligatoire. Les cotisations mensuelles sont à la charge du travailleur, sans contribution de l'employeur ou de l'État, sauf dans les cas où les pensions sont beaucoup trop faibles ; dans ce cas l'État ajoute un petit supplément.

Jusqu'à présent, l'affaire a été très bonne pour une demi-douzaine

de groupes capitalistes qui ont mis la main sur la gestion de ce pactole, parmi eux deux géants nord-américains de l'assurance, et un établissement financier chilien, émanant du patronat du bâtiment.

Tous ces brasseurs d'argent utilisent le magot des cotisations de la population pour spéculer sur les marchés financiers, avec le risque que les pensions des retraités s'évanouissent à l'occasion d'un énième krach. Il y a là largement de quoi alimenter la colère de tous ceux qui manifestent contre les AFP et exigent un système de retraite aussi garanti que celui de la police.

Sur le blog de Nathalie : non à la justice de classe !

Mercredi 16 novembre, allant tenir un meeting à Annecy dans les Alpes, Nathalie Arthaud s'est arrêtée à Chambéry où elle a pu passer au rassemblement de soutien à Laura Pfeiffer, inspectrice du travail, et à Christophe, technicien licencié par la direction de Tefal.

En 2013, Laura Pfeiffer constata des infractions à la législation du travail à Tefal, grosse entreprise de Haute-Savoie. La direction de l'usine et le directeur départemental du Travail tentèrent alors de la faire taire, mais un informaticien de l'entreprise, témoin de la machination, révéla des courriers

électroniques compromettants pour tout ce petit monde.

Qui s'est alors retrouvé devant la justice ? Les dirigeants patronaux ? Les responsables de l'État mis en cause ? Non ce sont ceux qui défendaient les droits des travailleurs qui se sont retrouvés accusés ! Le salarié de Tefal s'est fait licencier. Et, en décembre 2015, ce dernier et Laura Pfeiffer ont été condamnés à 3500 euros d'amende avec sursis et 2500 euros de frais de justice, pour atteinte au secret des correspondances (...) et recel et violation du secret professionnel pour l'inspectrice.

Ils ont été condamnés pour avoir essayé de faire respecter les droits des travailleurs et avoir demandé justice. Et ce mercredi 16 novembre, la cour d'appel de Chambéry a confirmé ces condamnations.

Cette affaire est une leçon de choses. Ni les lois, ni le gouvernement, ni la justice ne nous protégeront. Seule notre organisation et notre action collective peuvent nous y aider.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 3 DÉCEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 16 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 18 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org**

Imprimerie spéciale Lutte ouvrière
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : demande en cours

**Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :**
<http://www.nathaliearthaud.info>